Fin ou éternel retour du système communautaire libanais ? La portée et les limites d'un soulèvement

Hajar Alem, Nicolas Dot-Pouillard

▶ **To cite this version:**

Hajar Alem, Nicolas Dot-Pouillard. Fin ou éternel retour du système communautaire libanais ? La portée et les limites d'un soulèvement. Alternatives Sud, 2020, Soulèvements populaires. Points de vue du Sud, 27. halshs-03145303

HAL Id: halshs-03145303
https://shs.hal.science/halshs-03145303

Submitted on 18 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Fin ou éternel retour du système communautaire libanais ? La portée et les limites d'un soulèvement

Hajar Alem et Nicolas Dot-Pouillard[1]

Le 17 octobre 2019, le ministre des Télécommunications, Muhammad Choucair, instaure une taxe mensuelle de deux dollars sur les applications téléphoniques-dite taxe « WhatsApp ». Depuis, le Liban s'est installé dans un cycle de protestations sociales et dans une crise de régime sans précédent depuis la fin de la guerre civile libanaise (1975-1990). Cette crise de régime est politique : le premier Ministre Saad Hariri, leader du Courant du futur[2], démissionne le 30 octobre, sous la pression de la foule, et son successeur, Hassan Diab, nommé fin janvier 2020, se récuse à la suite de l'explosion du port de Beyrouth, le 4 août. La crise est ensuite économique : la valeur de la livre libanaise s'est écroulée face au dollar. C'est enfin une crise internationalisée : en août 2020, une « initiative française » lancée par Emmanuel Macron, soutenue par l'Egypte, mais critiquée par l'Arabie saoudite, demande aux partis libanais de s'accorder sur un compromis gouvernemental et de procéder à des réformes.

Une fin d'époque

Le modèle économique né au début des années 1990 est à bout de souffle : fondée sur une dette interne contractée entre les banques libanaises et l'Etat pour financer la reconstruction, l'économie est non-productive et importe plus qu'elle n'exporte. Le Liban bénéficiait auparavant de l'appui de la diaspora – mais l'entrée de capitaux extérieurs s'est progressivement raréfiée avec les effets de la crise mondiale de 2008. Le Liban a pâti de la chute des prix du pétrole depuis 2014 – le Golfe investit de moins en moins au Liban, et le secteur touristique s'est écroulé. La guerre syrienne ouverte en 2011 a eu des répercussions sur le secteur agricole libanais. Enfin, les sanctions américaines contre des banques suspectées d'entretenir des liens avec le Hezbollah, parti chiite opposé à Israël[3], ont pesé sur les finances[4].

Le Liban de 2020 vit une fin d'époque. Lors de la période de la reconstruction, les élites politiques travaillent à l'ultra-financiarisation du pays, et composent, à

---

[1] Hajar Alem est journaliste et diplômée de sciences politiques de l'Université Saint-Joseph, à Beyrouth. Nicolas Dot-Pouillard est chercheur associé à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, Beyrouth).

[2] A partir de 2005, le Courant du futur, sunnite, mène la coalition du 14 mars aux-côtés des Forces libanaises et des Kataeb (Phalanges), chrétiennes, et du Parti socialiste progressiste, druze. Ils sont opposés au Hezbollah et au mouvement Amal, chiites, et à leur partenaire chrétien du Courant patriotique libre (CPL).

[3] Le Hezbollah (Parti de Dieu) nait en février 1985. Partenaire de l'Iran, il obtient un retrait israélien du sud-Liban occupé en mai 2000. Depuis 2012, le parti est impliqué dans la guerre en Syrie aux-côtés de l'armée gouvernementale.

[4] Sanctionnée par le Trésor américain, la Jamal Trust Bank ferme ses portes en août 2019.

quelques exceptions près[5], avec la tutelle syrienne sur le pays. En 2005, les troupes syriennes quittent le Liban, suite à l'assassinat de l'ancien premier Ministre Rafiq Hariri. Les clivages s'accentuent entre le Hezbollah – auréolé de son succès contre les Israéliens lors de la guerre de juillet et août 2006- et ses adversaires : néanmoins, l'économie fonctionne, les capitaux entrent au Liban, et les élites confessionnelles font des compromis pour sauver le système. Cette stabilité dans l'instabilité tient bon lors de la guerre civile syrienne, à partir de 2011.

Mais désormais, le système déraille. Le modèle économique libanais est à bout de souffle : pour la première fois de son histoire, le Liban est en défaut de paiement. Les élites confessionnelles ne s'accordent pas sur le nom d'un premier Ministre consensuel. Enfin, un nouvel acteur s'est invité dans le jeu politique depuis la fin 2019: le Hirak (mouvement). A l'instar du soulèvement irakien lancé le premier octobre 2019[6], auquel les manifestants de Beyrouth ou de Tripoli font d'ailleurs souvent référence, le Hirak libanais se caractérise par de longues périodes d'occupation des places des grandes villes libanaises : on y manifeste, les affrontements avec la police sont réguliers, notamment à Beyrouth, devant les rues menant au Parlement libanais, mais on y installe aussi des tentes, les transformant en agoras citoyennes où sont débattues thématiques politiques, sociales et écologiques.

Mais le mouvement social de 2019-2020 n'arrive pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Le Liban des années 2010 est traversé par de nombreuses protestations : mouvements syndicaux, « révolte des ordures » de l'été 2015, alors que l'Etat libanais se révèle incapable de traiter la question du traitement des déchets. Le Hirak de 2019-2020 s'inscrit dans un cycle de protestation qui n'est pas étranger aux soulèvements arabes des années 2010. Mais les cultures politiques qui le traversent sont hétérogènes : les revendications anti-néo-libérales et anti-impérialistes de la gauche n'ont pas grand chose à voir avec des tendances plus centriste et libérales, présentes dans ces mouvements sociaux. La revendication laïque est une cause commune à ces deux cultures politiques : mais certains partis confessionnels ont pu aussi entrer de plein pied dans le Hirak, avec un agenda limité à la chute du mandat du président chrétien Michel Aoun, ou au désarmement de son allié, le Hezbollah. Quant au régime confessionnel, il n'a pas encore dit son dernier mot : il a l'opportunité de se restructurer à la faveur de l'internationalisation de la crise libanaise – un schéma qui n'est pas étranger à celui de la guerre civile, période tout à la fois de contestation, de décomposition et de recomposition du système communautaire libanais.

---

[5] Dans les années 1990, ce sont principalement les partis chrétiens – Forces libanaises et Kataeb- et le général Michel Aoun qui sont opposés à la tutelle syrienne sur le Liban.

[6] Sylvain Mercadier et Mohamed Shiaa, « Irak, la révolution confisquée », *Orient XXI*, 11 octobre 2019, https://orientxxi.info/magazine/irak-la-revolution-confisquee,3335

Un soulèvement qui vient de loin ?

Le Liban est une terre de protestation sociale, et pas seulement celle du confessionnalisme. La période du mandat français (1920-1943) est contemporaine de la fondation des premiers syndicats, notamment dans le secteur du tabac. Ils sont proches d'un Parti du peuple fondé le premier mai 1921, embryon du futur Parti communiste de la Syrie et du Liban[7]. Des grèves secouent la Société des tramways et de l'éclairage de Beyrouth ou de l'imprimerie, en 1926 et 1927[8]. La Confédération générale des travailleurs libanais (CGTL) est fondée en 1958. Les années précédant la guerre civile de 1975 sont marquées par des grèves dures, comme à Ghandour, près de Beyrouth, en 1972. Les « nouvelles gauches » libanaises, proches des Palestiniens, à l'instar de l'Organisation d'action communiste au Liban (OACL)[9], font une jonction avec un mouvement ouvrier en pleine ébullition, et qui survit à la guerre civile – la CGTL arrache à l'Etat libanais des hausses de salaires dans les années 1980.

Un renouveau syndical avorté ?

Au cours des années 1990, la CGTL est phagocytée par les partis confessionnels. Elle se réduit à une courroie de transmission de l'Etat. Il faut attendre les années 2010 pour voir la renaissance de mouvements syndicaux indépendants de la CGTL, radicalisés par la perte du pouvoir d'achat des classes moyennes et des fonctionnaires, et par l'existence d'un prolétariat précaire ou journalier. Lors de l'hiver 2013, le Comité de coordination syndicale (CCS), emmené par un membre du Parti communiste libanais, Hanna Gharib[10] , anime des grèves massives dans la fonction publique – arrachant de conséquentes relèves des grilles salariales. En 2012, Electricité du Liban (EDL) et la chaîne de grande distribution Spinneys sont secouées par une longue grève de travailleurs précaires et auparavant inorganisés syndicalement[11]. En janvier 2015, le premier syndicat des travailleuses et travailleurs domestiques étrangers est fondé, avec le soutien de la Fédération nationale des syndicats, des ouvriers et des employés au Liban (FENASOL), proche du Parti communiste.

---

[7] Le Parti communiste, qui refuse le mandat français sur le Liban, ne se sépare de sa branche syrienne qu'au milieu des années 1940.

[8] Jacques Couland, *Le mouvement syndical au Liban. 1919-1946*, Editions sociales, 1970, pp 143-146.

[9] Sur les nouvelles gauches au Liban et dans le monde arabe, voir Laure Guirguis, *The Arab Lefts. Histories and Legacies, 1950s-1970s*, Edinburgh University Press, 2020 et Suleyman Taqi al-Din, *Al-Yassâr al-lubnânî wa Tajrubat al-Harb. Munadhamat al- 'Aml al-shuyû'î. Al-Lahma wa al Tafkîk, (La gauche libanaise et l'expérience de la guerre. L'organisation d'action communiste. Agrégation et désagrégation)*, Editions al-Farabi, Beyrouth, 2013.

[10] Hanna Gharib, porte-parole du Comité de coordination syndicale, devient secrétaire-général du PCL en avril 2016.

[11] Michele Scala, *Le clientélisme au travail. Une sociologie du travail et de l'arrangement et du conflit dans le Liban contemporain (2012-2017),* thèse de sociologie sous la direction de Richard Jacquemond, Aix Marseille Université, septembre 2020.

L'expérience du Comité de coordination syndicale de l'hiver 2013 a tranché avec l'image d'un Liban étranger aux luttes sociales, polarisé par des communautés. Mais ce mouvement syndical renaissant des années 2010 a été l'un des grands absents du soulèvement social de 2019-2020. Certes, les activistes de la Fenasol ont été des cadres de la contestation à une échelle locale. Mais le mot d'ordre de grève générale a manqué. Il n'y a pas de comparaison possible entre le soulèvement tunisien de décembre 2010 et janvier 2011, avec le rôle structurant de l'Union générale du travail tunisien (UGTT)[12], et le mouvement social libanais, marqué par une absence de mobilisation syndicale.

L'effacement du mouvement syndical dans le soulèvement est du à trois facteurs. Premièrement, la Comité de coordination syndicale a été infiltré par les partis confessionnels à la suite de la grève de 2013 – à l'instar de ce qui était arrivé à la CGTL dans les années 1990 et 2000. En 2019, le mouvement syndical est plus affaibli que dans la première moitié des années 2010. Deuxièmement, l'arme de la grève était d'autant plus difficile à utiliser que, dès octobre 2019, les services publics – notamment celui, combattif, de l'Education nationale- étaient fermés par l'Etat en raison de la situation sécuritaire dans le pays. Le soulèvement de 2019-2020, marqué par la jeunesse des manifestants, n'a pas été un mouvement étudiant. Troisièmement, si l'origine du soulèvement a bien des racines sociales, les manifestants se sont surtout concentrés sur un rejet des élites politiques, selon une logique « dégagiste ».

Cependant, un renouveau du paysage syndical à l'avenir n'est à exclure : en octobre 2020, la CGTL, absente du Hirak pendant un an, promet de s'opposer à l'arrêt des subventions de la Banque du Liban (BDL) sur les produits de première nécessité (essence, médicaments, pain). Corrompue, courroie de transmission de l'Etat, la CGTL joue néanmoins sa survie : s'abstenir totalement de protester contre l'arrêt des subventions aux produits de première nécessité la priverait de toute base sociale et de toute légitimité. Qui plus est, des structures comme la FENASOL, le Courant syndical indépendant ou le Rassemblement des fonctionnaires indépendants des administrations publiques travaillent depuis le début du mouvement social à reconstruire un secteur syndical combattif concurrent de la CGTL.

De nouveaux mouvements sociaux

En juillet 2015, la décharge de traitement des déchets de Naameh ferme. Les ordures s'accumulent dans le pays. Des manifestations massives secouent le pays. Elles portent une dimension écologique, mais débordent très rapidement sur l'abolition du confessionnalisme. Elles sont portées par les classes moyennes, et sont multiconfessionnelles. Elles sont enfin plus massives que les manifestations du printemps 2011 au Liban, réclamant « la chute du système confessionnel » - si le mouvement de contestation de 2011 se voulait la traduction libanaise des printemps arabes nés en Tunisie, il butta cependant sur la question syrienne, les manifestants se divisant rapidement entre hostilité au

[12] Hèla Yousfi, *L'UGTT. Une passion tunisienne. Enquête sur les syndicalistes en révolution (2011-2014)*, Editions Khartala, Paris, 2015.

régime de Damas et partisans d'un « axe de la résistance » associant la Syrie, le Hezbollah et l'Iran.

Les manifestations de l'été 2015 annoncent le soulèvement de 2019-2020: elles sont en même temps héritières de nouveaux mouvements sociaux apparus dès les années 1990 et 2000, autour de l'écologie, des droits de l'homme et de la déconfessionnalisation de l'Etat libanais[13]. Elles ont leurs limites : lors des élections municipales de mai 2016 et des législatives de mai 2018, leur traduction électorales est faible. Lors des municipales, la liste Beyrouth Medinati (Beyrouth, ma ville) perce légèrement à Beyrouth, dans un contexte de forte abstention. Lors des législatives de mai 2018, la liste nationale Kulna Watani (Nous tous, mon pays) emporte un siège dans la première circonscription chrétienne de la capitale. Mais elle essuie un échec dans le reste du pays. Les limites de ces mouvements sociaux et de leur traduction électorale tiennent à trois facteurs. Leur forte implantation dans la jeunesse et les classes moyennes ne convainc pas encore un électorat populaire tourné vers les partis confessionnels. La question des armes du Hezbollah divise les cadres du mouvement. Le « contre-qui on se bat » ne fait pas consensus : les uns visent les banques et le système néo-libéral libanais, les autres une classe politique corrompue, au nom d'une bonne gouvernance possible. Toutes divisions qui refont surface lors du mouvement social de 2019-2020.

Un mouvement social divisé

Le 28 août 2020, 70 collectifs, associations, syndicats et partis politiques lancent « l'initiative Drabzeen »[14]. Il s'agit de mieux coordonner les différentes tendances du Hirak. Plusieurs cultures politiques se côtoient, et tentent de dépasser leurs divergences politiques et idéologiques. Il y a les mouvements de gauche, nationalistes arabes et syndicats héritiers d'une histoire progressiste libanaise antérieure à la guerre civile : Parti communiste, Fenasol et Organisation populaire nassérienne du député de Saida Oussama Saad. Le Mouvement citoyennes et citoyens dans un Etat, né en mars 2016 et présidé par l'ancien ministre du travail Charbel Nahas, un fervent partisan de la déconfessionnalisation de l'Etat et un compagnon de route des syndicats indépendants, est également un des piliers de « l'initiative Drabzeen ». Des formations plus centristes et libérales, comme Beyrouth Medinati ou le Bloc national[15], sont signataires de la plate-forme, aux-côtés de mouvements de plaidoyers : Legal Agenda, dirigé par l'avocat Nizar Saghieh, Observatoire populaire de lutte contre la corruption, Ligue des consommateurs. L'appel est

---

[13] Karam Karam, *Le mouvement civil au Liban. Revendications, protestations et mobilisations associatives dans l'après-guerre*, Editions Karthala, Paris, 2006.

[14] Le texte de l'appel est disponible à l'adresse suivante (en arabe) : http://www.almubadara-drabzeen.org/?fbclid=IwAR2dJUU6CNShfZqSzw5h3bx1uwsw752R57HiT9J6_rJ3W3eE3UgWkteTNcU

[15] Le Bloc national a été fondé en 1946 par la famille Eddé. C'est un parti laïc qui n'a pas participé à la guerre civile libanaise. Son actuel secrétaire général est Pierre Issa.

relayé par plusieurs groupes locaux qui ont animé le soulèvement depuis octobre 2019, à Tripoli, au nord, à Baalbeck, à l'est, ou à Saida, Tyr et Nabatiyeh, au sud. Enfin, les mouvements de défense des droits des femmes – libanaises ou migrantes- sont également bien représentés dans « l'initiative Drabzeen » (Association Kafa, Comité des droits de la femme libanaise, Rassemblement féministe démocratique). Le Hirak de 2019-2020 a été particulièrement féminisé, s'attaquant aux violences domestiques, à un code du statut personnel basé sur l'appartenance religieuse, et à l'impossibilité pour une femme libanaise de transmettre la nationalité si elle est mariée à un étranger.

Une plate-forme minimale

L'initiative est salutaire, mais tardive : le soulèvement a déjà 10 mois d'existence. Son manifeste est modeste : « l'initiative » n'ambitionne pas d'être un regroupement électoral, et elle n'a pas de programme politique et économique détaillé. Elle énonce plutôt des principes généraux dans lesquels libéraux, mouvements de plaidoyers, collectifs locaux et organisations de gauche peuvent se reconnaître *à minima* : faire « cesser l'effondrement financier, économique, social et environnemental », ouvrir la voix à « un état civil démocratique et moderne », « garantir la défense et le maintien des libertés publiques ». La stratégie de défense nationale face à Israël, les réponses à apporter aux politiques d'austérité et à un éventuel plan d'aide du Fond monétaire international ne sont pas discutées : ces sujets feraient tout aussi tôt éclater le cadre unitaire. Enfin, « l'initiative Drabzeen » souhaite préserver l'indépendance du mouvement social face à toute tentative de récupération confessionnelle du Hirak venant de partis politiques qui n'ont pas comme agenda principal la fondation d'un Etat déconfessionnalisé.

En effet, certains partis confessionnels ont participé au Hirak. Les Forces libanaises de Samir Geagea, parti chrétien renforcé par son excellent score aux élections législatives de mai 2018, ont mobilisé leurs partisans dans les rues dès la démission de leurs ministres, le 20 octobre 2019. Lorsque le premier Ministre Saad Hariri démissionne fin octobre 2019, ce sont aussi des membres du Courant du futur qui montent des barrages routiers dans les quartiers sunnites de Tariq al-Jdide et de Kola, à Beyrouth, mais aussi à Tripoli, au nord. Le raisonnement est simple : si le Courant du futur n'est plus à la tête du premier ministère, il est alors… dans l'opposition au mandat présidentiel du président Michel Aoun. Au nord, ce sont les partisans d'un ancien ministre de la Justice, le général Ashraf Rifi, qui mobilisent la rue sunnite pendant de longs mois contre ce qu'ils considèrent comme le pouvoir du Hezbollah, chiite. Le Hirak n'oppose donc pas seulement un peuple à un régime confessionnel, des démunis à des puissants : certaines élites politiques peuvent aussi tirer parti de la logique du soulèvement, saisir l'opportunité d'une crise au sommet du pouvoir, pour renégocier leur place en son sein.

Les trois tendances du Hirak

Trois tendances se sont donc dessinées au cours du mouvement social de 2019-2020. La tendance de gauche manque d'un mouvement syndical fort, comme lors des années 2010. L'arme de la grève a été absente des mobilisations, peu axées sur les lieux de travail. Cette tendance de gauche a centré ses revendications sur le pouvoir exorbitant des banques, détentrices de la dette, a mis la question de la nature du capital libanais au centre de l'actualité, a demandé la démission du président de la Banque du Liban (BDL), Ryad Salameh. Les Shabab al-Masarif (Jeunes des banques) ont affronté la police pendant plusieurs mois en tentant de prendre d'assaut le siège de la Banque centrale, rue Hamra. Socialement, cette tendance de gauche s'appuie sur une jeunesse étudiante particulièrement précarisée et sur des fonctionnaires du service public. Mais elle a su aussi mordre sur une partie du public du Hezbollah et du mouvement Amal, au sud-Liban – pour des raisons qui sont aussi historiques, la gauche libanaise ayant été partie prenante de la résistance à l'occupation israélienne du sud-Liban, de 1978 à mai 2000.

Une seconde tendance, centriste et libérale, incarnée par exemple par le Bloc national ou Beyrouth Medinati, partage avec la gauche la revendication laïque. Elle est animée par l'idée d'un capitalisme national libanais propre. Elle est plus révélatrice d'une partie de la petite bourgeoisie déclassée et qui n'a pas ou peu bénéficié de la redistribution de la rente confessionnelle ces dernières années. Ses deux tendances – de gauche et libérales- peuvent se retrouver et travailler ensemble à l'édification d'un état de droit, à un secteur judicaire assaini, à la revendication d'une nouvelle loi électorale proportionnelle et délivrée des carcans communautaires.

Enfin, une troisième branche du Hirak est constituée de forces confessionnelles qui prennent acte du vide politique et du chaos sécuritaire et économique pour en finir avec le mandat du président Michel Aoun, allié du Hezbollah. Les forces confessionnelles soutenant le Hirak ne sont pas constituées que d'élites – comment pourraient-elles alors tenir la rue ? Elles recrutent dans des franges plébéiennes, rurales ou marginalisées de la population, selon une logique clientéliste. Elles puisent dans le réservoir confessionnel des Qabadayât (fiers-à-bras), *« une figure à la fois urbaine et rurale d'avant 1975* » : c'est « *l'homme de main, le responsable de quartier au service d'un leader politique ou notable d'envergure* »[16]. Souvent, ce sont ces mêmes *Qabadayât,* au service de partis confessionnels*,* qui ont mené les affrontements avec les forces de police au centre de Beyrouth ou à Tripoli, ou bloqués des routes, notamment dans le nord du pays. Leur agenda diffère de celui des jeunes des partis de gauche, concentrés sur les banques et le pouvoir de la finance, même si les répertoires d'action peuvent se ressembler (utilisation d'une forme limitée de violence politique, affrontements avec la police, jets de cocktails Molotov, etc.).

---

[16] Dima de Clerck et Stéphane Malsagne, *Le Liban en guerre. 1975-1990*, Editions Belin, Paris, 2020, p 80.

La question du Hezbollah

Au début du mois de juin 2020, plusieurs appels circulent sur les réseaux sociaux, appelant à une nouvelle série de manifestations contre la classe politique libanaise. Mais ces appels ont une revendication supplémentaire par rapport aux mois précédents : l'application de la résolution onusienne 1559 de septembre 2004, qui demande le désarmement du Hezbollah et de toutes les milices au Liban (ce qui inclue les Palestiniens). Cela s'inscrit dans un contexte de plus en plus tendu entre le Hezbollah et les Etats-Unis : depuis des mois, les officiels américains multiplient les allers retours au Liban, disent appuyer la revendication des manifestants, demandent un gouvernement « indépendant » - ce qui signifie, dans l'esprit des Américains, sans le Hezbollah.

L'appel du 6 juin suscite une levée de boucliers unanime à gauche : le Parti communiste boycotte l'évènement, le mouvement *Saida se soulève*, qui mène la contestation dans la troisième ville du pays, appelle à des contre-manifestations la veille pour soutenir le droit à la résistance contre Israël. Le jour même de la manifestation, à Beyrouth, des heurts violents voient s'affronter partisans chiites du Hezbollah, et jeunes sunnites descendus majoritairement de la ville de Tripoli sur la capitale, laissant le centre-ville dans un état de chaos généralisé. Les manifestations prennent des allures de conflit interconfessionnel.

Depuis octobre 2019, la question des armes du Hezbollah divise les manifestants. Certains reconnaissent une légitimité à ces armes, si elles sont tournées contre Israël, d'autres veulent mettre au centre de la contestation le désarmement du parti chiite. Certains, enfin, s'accordent pour dire que cette question ne doit pas fracturer le mouvement social, et être reportée à plus tard– l'initiative unitaire Drabzeen du 28 août se tait volontairement sur cette question. Cette tension autour des armes du Hezbollah n'est pas facilitée par la position du parti chiite sur le Hirak : fin octobre 2019, son secrétaire général, Hassan Nasrallah, accuse une partie du mouvement d'être manipulé par des forces extérieures. Le manque de nuances dans l'accusation a valu au Hezbollah les inimitiés de nombreux partisans de la gauche et des nationalistes arabes, ses alliés traditionnels dans la lutte contre Israël. Des jeunes en motocycles sont descendus à plusieurs reprises des quartiers populaires chiites de Beyrouth et de sa banlieue sur la place des Martyrs, épicentre de la contestation, pour s'en prendre aux manifestants. Tandis que les manifestants donnent la priorité aux dossiers internes – crise économique, réforme du système politique- le Hezbollah a une lecture géopolitique des évènements : la chute possible de son allié chrétien, le président Michel Aoun, le laisserait sans partenaire face aux sanctions américaines.

Entre une culture de gauche aux accents anti-néo-libéraux et des orientations certes laïques, mais libérales, entre la mobilisation massive d'une population libanaise excédée par la corruption et la crise financière et les risques de récupérations confessionnelles du mouvement, mais aussi entre deux visions antagonistes des armes du Hezbollah, le Hirak cherche encore son unité. L'initiative Drabzeen d'août 2020 tente de mieux coordonner un mouvement social en manque de structuration. Mais deux défis supplémentaires se posent

aux Hirak désormais : la confessionnalisation accélérée du social, et l'internationalisation de la crise libanaise.

Confessionnalisation et internationalisation : les limites du Hirak

Le Hirak de 2019-2020 a remis en cause les fondements d'un système communautaire répartissant les pouvoirs présidentiels, gouvernementaux et parlementaires entre chrétiens, sunnites et chiites. Il a obtenu la démission de deux premiers ministres, régulièrement bloqué les voix d'accès au Parlement, paralysé les principales artères du pays, et assiégé les banques libanaises. Mais cela ne signifie pas que le système communautaire en est à son dernier souffle.

La résilience du confessionnalisme

Le système a été ébranlé : mais il tient bon. Premièrement, car la crise économique lui profite: en l'absence de ressources délivrées par l'Etat, la famille proche, et par extension la confession et le parti communautaire, constituent un des derniers filets de protection sociale. Les partis confessionnels ont des difficultés financières : mais la logique clientéliste fonctionne d'autant mieux que les besoins sont plus forts et concernent plus de personnes, et que le « *tarissement budgétaire et la misère collective peuvent devenir une ressource politique à même de créer une clientèle* », sur la base d'une « *redistribution de ressources raréfiées*[17] ». Le Hezbollah a distribué du pain dans les quartiers pauvres de la banlieue sud ces derniers mois. Des femmes libanaises au chômage peuvent proposer leur service (ménages, cuisine) à des services sociaux proches de grandes fondations caritatives chiites, comme les Mabarât[18]. Le confinement du à l'épidémie de Corona, tout comme l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, ont constitué de véritables opportunités pour les partis confessionnels : campagnes de désinfection effectuées par les Forces libanaises ou par le Courant patriotique libre (CPL) depuis le mois de mars, systèmes d'aides d'urgence pour les familles touchées par l'explosion. En face, le Hirak, de gauche ou libéral, a peu de moyens financiers pour fidéliser une clientèle en distribuant un minimum de biens aux plus pauvres : surtout, il n'a pas de structures syndicales fortes, et ses services sociaux sont limités (le Secours populaire, proche du PCL, ne dispose par exemple que d'un hôpital à Nabatiyeh, au sud, ce qui est à mettre en comparaison avec l'important appareil sanitaire et hospitalier du Hezbollah[19]).

---

[17] Hamit Bozarslan, *Crise, violence, dé-civilisation. Essai sur les angles morts de la cité*, CNRS Editions, Paris, 2020, pp 144-145.

[18] L'association caritative al-Mabarât, proche de l'Imam chiite Muhammad Hussein Fadlallah (1935-2010), a été fondée en 1978.

[19] Mélanie Cammett, *Compassionate Communalism. Welfare and Sectarianism in Lebanon*, Cornell University Press, 2014.

Le philosophe communiste Mahdi Amil, assassiné à Beyrouth en mai 1987[20], notait que « les classes laborieuses (libanaises) sont subordonnées à leurs représentants confessionnels au sein de la bourgeoisie, et sont privées, dès lors, d'une existence politique indépendante au profit d'un mode d'existence qui est justement défini par leur existence confessionnelle, c'est-à-dire par leur existence en tant que communautés », en un véritable « rapport de représentation confessionnelle[21] ». Il n'est pas certain que le Hirak de 2019-2020 ait encore réussi à dépasser ce rapport de « dépendance » et de « représentation confessionnelle » au sein des classes les plus précarisées de la population.

Deuxièmement, les partis confessionnels ont des cadres expérimentés : il ne savent peut-être pas gérer un Etat, mais l'état de crise leur est coutumier. Ils ont traversé les années de la guerre civile, négocié avec des puissances régionales et internationales par le passé. Et ils s'adaptent à la crise, pour en faire une opportunité. A titre d'exemple : lorsque la foule obtient la démission du premier Ministre Hassan Diab, le 10 août 2020, elle satisfait paradoxalement le président chiite du Parlement Nabi Berri, l'ancien premier Ministre Saad Hariri ou le dirigeant druze du Parti socialiste progressiste Walid Joumblatt, tous attachés à faire chuter le cabinet Diab depuis des semaines. Les désaccords s'étaient en effet multipliés entre le premier Ministre en exercice et les blocs parlementaires autour des chiffres de la dette libanaise et des négociations avec le FMI. La chute du gouvernement Diab peut donc être lue tout autant comme un acquis d'un mouvement social mobilisé depuis 10 mois, que comme la victoire certaine de blocs parlementaires confessionnels attaché à changer de premier Ministre pour protéger leurs intérêts.

L'internationalisation de la crise libanaise, une limite pour le Hirak

Le 26 septembre, le premier Ministre Mustapha Adib démissionne, moins d'un mois après sa nomination par les blocs parlementaires libanais : il a échoué à constituer un gouvernement « d'experts », selon les vœux du Président français Emmanuel Macron un mois plus tôt. Deux jours plus tard, le Mouvement citoyennes et citoyens dans un Etat et le Bloc national dénoncent dans un communiqué commun un jeu politique libanais équivalent à « une nouvelle campagne de mendicité en ayant recours aux donateurs, afin d'éviter que la situation financière et l'économie libanaises ne sombrent dans l'abîme » [22] . Pour ces deux partis actifs dans le Hirak, l'internationalisation de la crise libanaise, « l'initiative française » d'août 2020

---

[20] Sur Mahdi Amil, voir Redha Hamdan et Aya Khalil, « Mahdi Amil : dans les pas d'un marxiste arabe », Revue *Contretemps*, 13 mai 2020, https://www.contretemps.eu/mahdi-amel-marxisme-arabe-entretien/

[21] Mahdi Amil, « De l'antifascisme au socialisme : stratégie révolutionnaire dans la guerre civile libanaise », revue *Période*, 21 juin 2015, http://revueperiode.net/de-lantifascisme-au-socialisme-strategie-revolutionnaire-dans-la-guerre-civile-libanaise/

Originellement paru dans Mahdi Amil, *L'Etat confessionnel. Le cas libanais*, préface de Georges Labica, Editions La brèche, Paris, 1996.

[22] Le communiqué commun est disponible à l'adresse suivante : https://mmfidawla.com/fr/2020/09/27/mmfd-bn-adib/

adressée aux partis politiques libanais, tout comme les jeux politiques saoudiens, iraniens et américains autour du Liban, état-tampon par excellence, n'encouragent pas une solution à la crise politique et financière que traverse le pays. Pire, elle l'accélère.

La crise libanaise s'est en effet vite régionalisée et internationalisée. Déjà, le soulèvement d'octobre 2019 débute dans un contexte de guerre de basse intensité entre le Hezbollah et Israël[23]: le 25 Aout 2019, Israël lance des drones sur la banlieue sud de Beyrouth. S'ensuit une semaine plus tard un échange de tirs entre le Hezbollah et Israël à la frontière sud. Tout en reconnaissant l'existence de raisons structurelles ayant poussé au soulèvement populaire d'octobre 2019, le Hezbollah considère depuis le début du mouvement social que la politique américaine et israélienne a mené à l'accélération de l'effondrement de l'économie libanaise afin de pousser la mobilisation populaire à se retourner contre les Parti et ses choix stratégiques régionaux.

Tandis que les Américains plaident pour un gouvernement duquel le Hezbollah serait expulsé, les Français tentent de jouer le rôle de négociateurs entre les Etats-Unis, l'Iran et le Hezbollah. Les Saoudiens, quant à eux, mettent de l'huile sur le feu, et ne se soutiennent pas « l'initiative française » : le 23 septembre 2020, le Roi Salman fait porter au Hezbollah l'entière responsabilité de la crise actuelle, devant l'Assemblée générale de l'ONU. La crise sociale et économique libanaise met ainsi le pays au centre d'un grand jeu géopolitique : les Américains et les Saoudiens la voit comme une opportunité unique pour affaiblir le Hezbollah et l'Iran, la France, après ses échecs syriens et libyens, tentent de trouver une place de médiateur régional en parlant avec le Hezbollah et les Américains – elle le fait avec le soutien de l'Egypte- et pense pouvoir retrouver une place forte en Méditerranée dans un ancien territoire mandataire, pour contrer les ambitions turques – son principal adversaire à l'heure actuelle. Et le Hirak dans tout cela ? Sa marge de manœuvre est faible face à des logiques géopolitiques qui ne s'inscrivent plus tout à fait dans le cadre d'un Etat-nation failli. Le Hirak, de gauche ou libéral, a un agenda interne de réformes politiques : mais, en-dehors des manifestations de rue, il a peu de ressources à mobiliser contre des puissances régionales et internationales qui ont pris en charge la question libanaise.

L'éternel retour ?

Des contestations syndicales des années 1920 aux grandes mobilisations de la gauche des années 1960 et 1970, des nouveaux mouvements sociaux aux protestations sociales des années 2010, le Hirak de 2019-2020 s'inscrit dans une histoire libanaise hostile au confessionnalisme politique, attentive à la question sociale. Il marque un tournant dans l'histoire des mouvements sociaux au Liban, et peut-être comparé aux soulèvements arabes débutés en 2011.

---

23 Heiko Wimmen, « Hezbollah and Israel: Deterrence at the Edge of Destruction », International Crisis Group, 9 October 2019, https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/israelpalestine/hezbollah-and-israel-deterrence-edge-destruction

Mais il a ses limites. Peu structuré, « dégagiste », il est le fruit de l'esprit d'une époque : il se traduit par des manifestations sur des « places », mais l'arme de la grève ou de la mobilisation du monde du travail lui est étranger (ce qui pourrait être comparé aux gilets jaunes en France). Il refuse plus souvent le pouvoir politique plutôt que de vouloir le prendre (ce qui pourrait être comparé au Hirak algérien). C'est un mouvement qui peine à se constituer en opposition politique. C'est un élément perturbateur du jeu politique libanais, mais pas encore un acteur du politique. Il est divisé, entre libéraux et tendances de gauche. Il est sujet, de par son manque de structuration, à tout type de récupération : ainsi des formations confessionnelles qui se sont engouffrées dans le Hirak, en détournant le sens et les mots d'ordre.

La crise économique encourage le recours par les plus précarisés à la famille et, par extension, à la confession, derniers filets de protection sociale dans un Etat failli. Les élites confessionnelles ont une extraordinaire capacité de résilience, et s'appuient sur des masses plébéiennes, péri-urbaines et rurales en recherche de ressources financières – que le Hirak n'a pas. Le Hirak, de gauche ou libéral, fait face à des logiques de régionalisation et d'internationalisation de la crise, sur lesquelles il a peu de prise– sinon aucune. Le Liban, après les espoirs suscités par le soulèvement du 17 octobre 2019, est donc à la croisée de trois chemins. Le premier implique une refonte totale du système, un changement de paradigme politique et économique. C'est le chemin proposé par les tendances du Hirak les plus indépendantes des partis confessionnels, sans pour autant que refonte, rupture et changement fasse l'objet d'un programme économique et politique dument identifié. Le second chemin, le plus probable, est celui d'un nouveau contrat politique entre les élites confessionnelles libanaises, favorisé par des transactions entre les grands acteurs régionaux et internationaux. Il implique un plan d'aide internationale du FMI, qui en finira très certainement avec les derniers biens et services publics libanais. Le troisième chemin est le plus funeste. Lors des années 1960 et 1970, un puissant mouvement de contestation politique et sociale ébranla les bases du confessionnalisme. L'histoire se termina, au terme d'une longue guerre civile caractérisée par sa régionalisation et son internationalisation, non pas par la fin du système confessionnel, mais par la renégociation du contrat communautaire hérité du Pacte national de 1943. Comme par le passé, une crise de régime politique et économique peut être l'occasion pour un système communautaire résilient de recomposer les rapports de force intra et interconfessionnels, et non de les abolir. Si la crise ébranle le confessionnalisme, il n'en reste pas moins qu'il en vit aussi.